

Le dialogue interburundais au menu du sommet de l'EAC

@rib News, 22/02/2018 – Source Xinhua Burundi : le 19^{ème} sommet de la CEA pourrait "prendre position" sur le dialogue politique "extérieur" interburundais. Le 19^{ème} sommet de la Communauté Est-Africaine (CEA) prévu le 23 février 2018 à Kampala (Ouganda) pourrait "prendre position" sur le bilan des quatre sessions du dialogue politique "extérieur" interburundais d'Arusha (nord de Tanzanie) depuis janvier 2016, a déclaré jeudi dans un de presse M. Abel Gashatsi, président de l'Union pour le Progrès National (UPRONA, 2^{ème} parti au pouvoir).

Ancien parti unique de 1966 à 1992, l'UPRONA est la formation politique du 1er vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo, qui représentera le président Pierre Nkurunziza dans ces assises des chefs d'Etat et de Gouvernement des six pays membres de la CEA, à savoir le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et le Soudan du Sud. Initié à la suite de la dernière crise électorale burundaise déclenchée en avril 2015 et placée sous l'égide de la CEA, le dialogue politique extérieur interburundais est co-facilité par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa (modérateur adjoint) et le chef d'Etat ougandais Yoweri Museveni (modérateur en chef). "Au sein du parti UPRONA, nous pensons que ce sera une bonne occasion pour le facilitateur Mkapa, de présenter le bilan du processus politique du dialogue interburundais d'Arusha à ce sommet. Il reviendra également à ces assises d'apprécier le travail de la facilitation régionale sur ce dialogue et de donner des orientations sur la suite de ce processus", a précisé M. Gashatsi. A ce jour, quatre sessions du dialogue interburundais d'Arusha ont été organisées sans toutefois aboutir à un accord politique initialement prévu en juin 2017. A ses yeux, au regard de la situation politique burundaise du moment, il serait "très difficile" pour les protagonistes burundais de conclure un accord politique sur ce dialogue avant le vote référendaire populaire sur le projet de nouvelle constitution burundaise prévu en mai prochain. "Par surcroît, l'amendement de certains articles de la constitution burundaise en vigueur, relève de la souveraineté du pays. Certes, le sommet peut proposer ; mais, le Burundi, étant un Etat souverain, va continuer son programme de gouvernance politique du pays. C'est pourquoi il serait mieux qu'un accord politique soit signé avant le référendum constitutionnel populaire de mai prochain. Cependant, au regard du comportement des hommes politiques burundais, un tel accord politique ne peut pas être conclu rapidement", a-t-il estimé. Pour M. Gashatsi, le plus important à l'heure actuelle, c'est que les politiciens burundais s'accordent sur la définition d'une "feuille de route", qui permettrait à toutes les parties prenantes à bien participer aux prochaines élections burundaises de 2020. En revanche, le président du Mouvement pour la Réhabilitation du Citoyen (MRC, parti politique d'opposition), Juvénal Ngogwanubusa, a indiqué que ce sommet de la CEA prévu le 23 février à Kampala, puisse dissuader le gouvernement burundais du président Nkurunziza de respecter l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (AAPRB) d'août 2000 et la constitution en vigueur qui en est issue "en suspendant" l'organisation du référendum constitutionnel de mai prochain.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});